Ces industries ont été étudiées parce qu'elles constituent un mélange de secteurs traditionnels à forte intensité de capital (comme la métallurgie) et de secteurs spécialisés à forte intensité de main-d'oeuvre (comme la production de logiciels).

- L'étude a couvert 42 villes, 27 en Amérique du Nord et 15 en Europe. On constate que 14 des 17 villes canadiennes étudiées dominent le classement et que les frais d'établissement sont plus faibles dans toutes les villes canadiennes que dans chaque ville américaine étudiée.
- Le niveau peu élevé des coûts de démarrage, des coûts des services de télécommunications et des taux d'intérêt, ainsi que le fardeau fiscal global le plus bas des sept pays examinés donnent au Canada un avantage de 5,4 p. 100 sur les États-Unis au chapitre des coûts. Cet avantage varie de 1,8 p. 100 sur la Suède, qui vient au deuxième rang, à 11,8 p. 100 sur l'Allemagne, qui vient au septième rang.
- Autres résultats intéressants de l'étude en ce qui a trait au Canada :
 - Au Canada, les coûts d'affaires d'une entreprise moyenne d'environ 100 employés, et dont le chiffre d'affaires est de 10 millions de dollars, sont inférieurs d'environ 1 million de dollars par année comparativement aux États-Unis. L'avantage du Canada sur certains des autres pays étudiés est encore plus marqué.
 - Le taux d'imposition réel sur les bénéficiaires des sociétés au Canada, y compris l'impôt fédéral, l'impôt provincial et les taxes municipales, est parmi les plus bas des sept pays étudiés.
- L'étude donne encore plus de force aux nombreuses prévisions positives formulées par les organisations internationales sur le Canada. Le Fonds monétaire international a récemment prédit que le Canada dominerait le monde industriel pour la croissance économique en 1997 et en 1998.
- L'étude complète aussi les grandes initiatives fédérales visant à accroître l'investissement au Canada. Celles-ci consistent à diffuser ce message positif à l'étranger, à accorder une attention particulière aux secteurs industriels jugés prioritaires, à aider les petites et moyennes entreprises à se développer au moyen de partenariats financiers et à favoriser leur accès au capital de risque, et à forger de nouvelles alliances entre les trois ordres de gouvernement et le secteur privé.